

[Français]

Monsieur le Président, je déposerai un Budget le 18 février et je présenterai une proposition de réforme fiscale exhaustive à la Chambre au printemps.

[Traduction]

Je demande donc, conformément au paragraphe 84(3) du Règlement, qu'un ordre du jour soit désigné pour la présentation d'un exposé budgétaire le mercredi 18 février 1987.

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, le 23 octobre 1986, le ministre des Finances (M. Wilson) déclarait à la Chambre ce qui suit:

La prochaine étape du processus de réforme fiscale consistera pour moi à exposer des axes précis de changement, lors de mon prochain budget.

C'est une autre promesse que le ministre des Finances a rompue. Le 18 février, nous allons avoir un budget et, quelques mois plus tard, nous aurons peut-être un projet de réforme fiscale. De quoi le budget sera-t-il fait? S'agira-t-il d'un projet d'inaction et d'inertie, étant donné que nous attendons une réforme fiscale dans quelques mois?

Pour ce qui est des réformes fiscales, le ministre des Finances n'est guère crédible. A l'occasion de son budget de 1985, il avait annoncé son intention de modifier la taxe de vente des fabricants. Il était censé déposer un Livre blanc au cours de l'été. Il a commencé par le remettre à plus tard. Il ne l'a jamais déposé. Puis, en 1986, il a déclaré qu'il préparait une réforme fiscale globale et que celle-ci figurerait dans son exposé budgétaire de 1987. Il nous dit maintenant que son budget ne s'accompagnera d'aucune réforme fiscale. Je ne sais que penser, car il nous a dit à quelques occasions qu'il déposerait un Livre blanc sur la réforme fiscale et ne l'a jamais fait. A force d'entendre crier si souvent au loup, je me demande si le loup va se présenter cette fois et si nous aurons un projet de réforme fiscale.

[Français]

Monsieur le Président, le ministre des Finances (M. Wilson) avait promis en cette Chambre, au mois d'octobre dernier, qu'il allait déposer une proposition de réforme fiscale. Cette réforme fiscale est nécessaire et pourtant on vient de nous dire aujourd'hui qu'elle sera encore retardée peut-être au printemps, et qu'en tenant compte des consultations ça ira peut-être en 1988 avant que nous puissions avoir une réforme fiscale. Et pourtant, depuis que ce gouvernement est au pouvoir il a augmenté d'une façon catastrophique les impôts pour les particuliers. On a élargi l'écart entre les riches et les pauvres. Seulement les gens qui bénéficient de gains en capital importants ont eu des exemptions pour les avantager. La différence ou les écarts de richesse entre les provinces de l'Atlantique et une partie de l'Ontario s'élargissent continuellement et la réforme fiscale qui devait apporter certains correctifs, amener un peu plus de justice dans notre système est encore retardée.

Monsieur le Président, cela démontre que le gouvernement ne tient pas ses promesses, qu'il ne fait pas face à ses responsabilités et que l'économie canadienne va en souffrir. D'ailleurs quand on regarde les résultats du dernier sondage Gallup, 60 p. 100, imaginez-vous 60 p. 100 des Canadiens et des Canadiennes disent que ce gouvernement dirige mal les affaires économiques du pays. Et on nous sort évidemment des chiffres, des statistiques, mais à l'exception d'une seule région. Monsieur le Président, les taux d'intérêt devraient être beaucoup

### Déclarations de ministres

plus bas qu'ils ne le sont si ce gouvernement ne se mettait pas à genoux devant le trésorier des États-Unis.

[Traduction]

Si le gouvernement n'avait pas cédé au Trésor américain, nous aurions un taux d'intérêt bien inférieur au taux actuel. Le ministre sait pertinemment que l'écart entre les taux d'intérêt aux États-Unis et au Canada est beaucoup trop considérable. S'il agit ainsi, c'est uniquement parce qu'il veut céder au Trésor des États-Unis, car celui-ci insiste pour que la valeur du dollar canadien se situe à un niveau plus élevé. C'est un autre exemple de la façon dont le gouvernement gère l'économie à la petite semaine.

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, beaucoup de Canadiens se réjouiront à la nouvelle que le gouvernement va présenter un budget le 18 février. Cependant, ils s'en réjouiront particulièrement si le budget du ministre des Finances (M. Wilson) est conçu en fonction de tout le Canada, et non seulement aux circonscriptions de l'agglomération de Toronto.

Dans cette région, le taux de chômage est inférieur à 5 p. 100. Puisque le ministre n'a sûrement pas mis la dernière main à son budget, je tiens à lui rappeler que le taux de chômage au Québec est supérieur à 10 p. 100, qu'il est supérieur à 13 p. 100 dans les provinces maritimes et en Colombie-Britannique, et qu'il est de 19 p. 100 à Terre-Neuve. Les Canadiens accablés par le chômage sont en droit d'espérer un budget qui s'attaque à leurs problèmes. Ils ont besoin de trouver du travail et de sentir que leur avenir économique est assuré, ce qu'il n'est absolument pas sous le présent gouvernement dans l'état actuel des choses.

Je crains fort que le budget ne donne guère de résultats, qu'il ne s'attaque pas aux problèmes de nos régions, et que la réforme fiscale en ayant été retirée, il ne constitue plus guère qu'une formalité de la part du ministre des Finances.

Je m'inquiète vivement de ce que le projet de réforme fiscale ait été effectivement remis à 1989, et vraisemblablement à 1990. Au lieu de mettre en oeuvre une réforme fiscale qui modifie en profondeur la situation financière des Canadiens avant qu'ils ne soient appelés à voter en 1988 ou en 1989, le gouvernement semble maintenant avoir décidé que la réforme fiscale constituera une autre promesse électorale et qu'elle ne fera pas d'ici là l'objet d'une mesure législative.

[Français]

Je dis simplement, monsieur le Président, qu'un projet de réforme fiscale qui est présenté au printemps, cela veut dire jusqu'au 21 juin cette année, suivi par des consultations auprès du Comité des finances et des affaires économiques. Après cela un projet de loi au printemps 1988 ne peut être en place qu'avant l'année fiscale de 1989. Cela veut dire après les prochaines élections fédérales.

Et je regrette, monsieur le Président, que effectivement le ministre des Finances, que le gouvernement ait déferé ses bonnes intentions et que nous avons des intentions et non pas des réalités.

[Traduction]

J'aimerais que dans le budget proprement dit, le gouvernement démontre aux Canadiens ordinaires d'un bout à l'autre de notre pays qu'il est sérieux à propos de la réforme fiscale et